

2^e Comité de pilotage du projet Gouvernance, Paix et stabilité en Indianocéanie

Allocution de S.E. Prof. Veľayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

09 mars 2023, Maurice

Madame et messieurs les Officiers permanents de liaison auprès des États membres de la COI,

Monsieur le Président du comité de pilotage,

Mesdames et messieurs les membres du comité de pilotage,

Madame la Directrice de l'Agence française de Développement pour Maurice et les Seychelles,

Mesdames et messieurs,

Soyez les bienvenus à ce second comité de pilotage du projet Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie.

Il y a 10 mois, nous avons tenu le premier COPIL pour poser les jalons d'une action s'inscrivant dans la durée pour une Indianocéanie stable et en paix conformément au mandat que nos États membres ont conféré à la COI.

Cette première année de mise en œuvre a permis de concrétiser la volonté de nos États de faire de la COI une référence dans la promotion de la paix et de la stabilité dans notre région. Et pour cause : la paix est le socle de tout développement, la condition indispensable à l'épanouissement humain et à la liberté de se réaliser.

Cette réunion du comité de pilotage nous permettra de dresser le bilan de cette première année de mise en œuvre. Et les réalisations sont nombreuses ; permettez-moi d'en citer quelques-unes :

En premier lieu, je pense au renforcement de la diplomatie parlementaire à travers la redynamisation de l'Association des parlementaires des États membres de la COI. Nous avons pu organiser la première rencontre des Présidents des Assemblées nationales et le premier comité exécutif de l'AP-COI. Ces deux rencontres nous ont établi des recommandations concrètes sur la marche à suivre pour la relance effective de cette association, pour sa pérennisation et donc pour une contribution renforcée, durable et nécessaire des parlementaires pour le développement durable de l'Indianocéanie.

Dans le même esprit que la relance de l'AP-COI, nous avons soutenu la redynamisation de la plateforme des femmes en politique de l'océan Indien. Cette plateforme qui avait été créée sous l'impulsion de la COI en 2011 est revigorée pour promouvoir une meilleure participation des femmes dans les instances et les processus de décisions. Permettez-moi une courte digression ici : hier, nous avons célébré la journée internationale du droit des femmes sous le thème d'un monde digital inclusif. Il me semble que l'égalité femme-homme et que la lutte contre les discriminations basées sur le genre constituent des défis concrets et de longue haleine dans toutes nos sociétés. Qu'il s'agisse de gouvernance et de prise de décision, d'autonomisation économique et d'épanouissement culturel et social, d'innovation et d'entrepreneuriat, nous ne pouvons accepter la permanence d'une relégation des femmes comme des jeunes : ce sont des forces motrices que nous devons traiter avec équité ; car comme l'indique le slogan du projet GPS, « chaque voix compte ».

Le projet GPS s'est également distingué dans sa première année par ses appuis aux institutions démocratiques. Je pense à la création du Réseau électoral de l'océan Indien qui permet aux organes de gestion des élections de nos États d'échanger les

bonnes pratiques et les bonnes expériences, de promouvoir la transparence et l'inclusivité, de renforcer leurs capacités.

Cette première année a aussi été marquée par une première formation des médias de Madagascar à la couverture électorale. On le sait, les mutations du paysage médiatique et des modes de consommation de l'information oblige à une professionnalisation des médias pour débusquer les « fake news », pour éclairer les citoyens, pour hiérarchiser le flot d'informations continues et participer à l'assainissement du débat démocratique. Ces formations sont utiles et je souhaite que les prochaines sessions puissent être organisées rapidement.

Et enfin dans le domaine de la prévention de crises, nous avons procédé, à travers le projet GPS, à la consolidation du dialogue et des relations de travail avec les organisations régionales et internationales qui interviennent en Afrique et en Indianocéanie en faveur de la paix et de la stabilité. Ce dialogue approfondi avec ces organismes régionaux et internationaux participera au renforcement des capacités de la COI dans le domaine et aussi à l'émergence d'une dynamique collective et complémentaire pour la paix.

Mesdames et Messieurs,

Vous noterez que la solidarité demeure la valeur autour de laquelle s'enracinent nos actions. La COI est par ailleurs l'expression institutionnelle et opérationnelle de la solidarité de nos îles.

Ce sont cet esprit de solidarité et cette volonté commune d'indurer notre « zone de paix » sur la carte du monde qui devront guider et soutenir les actions du projets sur les prochaines années. Et pour cause, 2023, 2024 et 2025 sont des années électorales de notre région et les activités de notre

projet devront démontrer leur utilité concrète au bénéfice de la gouvernance et de la stabilité.

Nous devons donc porter nos efforts sur des actions complémentaires avec les autres organismes internationaux et régionaux, sur des appuis renforcés aux institutions nationales en vue de processus électoraux fiables, inclusifs et transparents, ou encore en faveur des débats et de l'exercice démocratique en responsabilité.

Le comité de pilotage du projet GPS n'est donc pas seulement un organe de gouvernance d'un cycle de projet : il est aussi un décisionnaire de l'ampleur et d'utilité concrète de la COI pour la promotion de la gouvernance et le renforcement des institutions démocratiques.

Mesdames et messieurs,

Avant de terminer, je souhaite souligner que la mise en œuvre de ce projet GPS s'inscrit pleinement dans le processus d'évolution institutionnelle de la Commission de l'océan Indien. Même si la COI n'est pas une organisation politique – elle est effectivement une commission technique paritaire de rang ministérielle, elle n'en demeure pas moins une organisation de proximité qui a fait la démonstration de sa valeur ajoutée dans la résolution de crise, dans la promotion du dialogue et la promotion de la paix. C'est dans ce sens que nos Etats ont confirmé ce rôle de promoteur de paix dans le prochaine Plan de développement stratégique en cours d'élaboration.

Permettez-moi de clore ce message de bienvenue avec des remerciements. D'abord aux membres du Comité de pilotage et, à travers eux, aux institutions nationales avec lesquelles nous avons travaillé durant cette première année de mise en œuvre. Nous vous remercions de votre implication effective pour la réussite de ce projet.

Ensuite, mes remerciements vont à l'AFD représentée ici par la Directrice de l'Agence française de développement pour Maurice et les Seychelles. Nous savons pouvoir compter sur le soutien de l'équipe AFD pour permettre à la COI de jouer pleinement son rôle de maître d'œuvre du projet GPS conformément à nos objectifs communs de préservation des biens publics régionaux, à commencer par la paix. Notre partenariat solide, franc et fructueux nous permet de réaliser de nombreuses missions pour l'intérêt commun, pour la résilience de l'Indianocéanie et pour les générations futures.

Je vous remercie pour votre attention.